



Turquie 2050

Charbon ; Proche-Orient ; santé mentale

Le programme « Turquie 2050 » développe une analyse prospective sur les thèmes de la diplomatie, de la politique intérieure et de l'économie turques afin d'y anticiper les dynamiques des trente prochaines années.

ÉCONOMIE

Charbon : les maux du secteur minier turc refont surface

*Par l'équipe
du Programme
Turquie/Moyen-Orient
de l'Ifri.*

Les opinions exprimées dans
ce texte n'engagent que la
responsabilité des auteurs.

ISBN : 979-10-373-1016-3

© Tous droits réservés,
Paris, Ifri, 2025.

Image : © Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

« Turquie 2050 :
charbon ; Proche-
Orient ; santé
mentale », *Repères sur
la Turquie*, n° 24, Ifri,
novembre 2024.

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15
Tél.: (0)1 40 61 60 00
E-mail: accueil@ifri.org

www.ifri.org

La Turquie poursuit une double stratégie pour renforcer sa sécurité énergétique, alliant investissements dans les énergies renouvelables et dépendance au charbon. Elle se situe au dixième rang mondial des pays investissant dans le charbon, avec des projets de centrales thermiques au charbon totalisant 4 750 GW (1 000 GW annoncés, 688 GW en phase de pré-permis, 2 920 GW autorisés et 145 GW en construction). Aucun plan officiel de sortie du charbon n'a été annoncé, bien que la feuille de route d'Ankara présentée à la COP29 prévoie d'augmenter la part des énergies renouvelables dans le secteur de l'énergie à 50 % et la part de l'énergie nucléaire à 29 % d'ici 2053.

La part du charbon serait ainsi théoriquement amenée à diminuer, sans remettre en question la place accordée à l'exploitation domestique de lignite. 60,9 % du charbon utilisé en Turquie provient actuellement de l'étranger, la Russie fournissant en 2023 à elle seule 70 % du total des importations (suivie par la Colombie, l'Australie et les États-Unis¹). À des fins de sécurité nationale et pour obtenir « une

indépendance énergétique complète », le gouvernement turc soutient la production domestique de charbon *via* des subventions, des réductions de taxes et la délivrance de nouvelles autorisations d'exploitation.

L'exploitation des mines de charbon en Turquie se réorganise dans ce contexte, avec son cortège de problématiques sociales et environnementales. Le 1^{er} mai 2024, des manifestations de mineurs à Soma et à Izmir ont mis en avant les slogans « Non au charbon importé ». Depuis le 26 août, la mine opérée par Fernas Mining dans la province de Manisa est au cœur d'une mobilisation pour obtenir de meilleurs équipements et le respect des normes de sécurité. Les mines de charbon turques présentent en effet un niveau de risque très élevé dû aux explosions, effondrements, glissements de terrain et accidents techniques qui s'y produisent². L'accident le plus meurtrier s'est déroulé en mai 2014 à Soma, où 301 mineurs ont trouvé la mort lors d'une explosion.

La mobilisation actuelle, qui a débuté en soutien à sept employés de Fernas Mining, licenciés après avoir rejoint le syndicat turc des mineurs (*Bağimsız Maden İş*), concerne plus largement les droits syndicaux en Turquie. En 2022, seuls 19,9 % des travailleurs formels du secteur étaient syndiqués, contre 67 % en 2003 – une décrue qui advient dans un contexte de privatisation tendancielle. Les mineurs de Fernas ont marché jusqu'au Parlement à Ankara et entamé en octobre une grève de la faim et un *sit-in* dans le parc Kurtuluş. D'autres manifestations à Bodrum et à Soma ont été appuyées par le parti d'opposition Parti républicain du peuple (CHP). Ces mobilisations révèlent aussi une prise de conscience accrue de l'impact environnemental des activités minières en Turquie : à l'été 2023, des militants écologistes et villageois se sont opposés à l'extension de mines de charbon près de Muğla, dénonçant au passage la gouvernance du secteur minier, marquée par la proximité entre le gouvernement et des entreprises privées politiquement bien introduites.

L'objectif plus ou moins affiché d'une sortie progressive du charbon creuse paradoxalement le fossé entre mineurs et écologistes, en mettant la pression sur l'emploi des mineurs. Les luttes sociales et environnementales pourraient toutefois converger à l'avenir autour

d'un agenda de « transition juste³ », visant à protéger l'environnement sans sacrifier les travailleurs.

DIPLOMATIE

Les débordements de la guerre au Proche-Orient : les intérêts et ambitions de la Turquie sont-ils menacés ?

L'offensive terrestre au Liban engagée par Israël le 30 septembre 2024 a acté la dimension régionale de la guerre au Proche-Orient, amenant le président turc Recep Tayyip Erdoğan à déclarer le 1^{er} octobre devant le Parlement : « *israil'in hedefi Türkiye* » (la Turquie est la cible d'Israël), soit une nette dramatisation dans l'expression. L'extension des combats alimente ainsi le discours turc condamnant une guerre génocidaire, d'invasion et d'occupation menée par l'État d'Israël.

La position diplomatique turque depuis le début de la guerre est en cohérence avec l'engagement de l'AKP en soutien à la cause palestinienne. Elle peut aussi se lire dans le rôle de défenseur du monde musulman sunnite que veut incarner le pouvoir turc, y compris au Liban où Ankara s'est activement engagé depuis deux décennies sur les plans politique, économique et culturel. La Turquie travaille depuis une vingtaine d'années au renouvellement de ses réseaux d'influence au Moyen-Orient, formés autour d'une clientèle composée de relais idéologiquement proches d'Ankara – dans la mouvance des Frères musulmans et parmi les communautés sunnites et turkmènes. La Turquie a aussi renforcé sa clientèle en consolidant une élite socialisée en Turquie grâce à des mécanismes de bourses universitaires. D'anciens étudiants libanais passés par la Turquie ont ainsi formé une association transnationale d'amitié libano-turque, la Lübnan Türk Cemiyeti, qui fait la promotion de la puissance turque et défend les intérêts de la Turquie au Liban.

Plus récemment, la Turquie avait réinvesti le terrain libanais comme une extension de sa stratégie en Méditerranée orientale motivée par l'accès aux hydrocarbures *offshore* et leur acheminement par des gazoducs transitant par le territoire turc. La dramatique

explosion du port de Beyrouth en août 2020 avait permis à Ankara de se positionner comme un partenaire humanitaire efficace et avait fait ressurgir le projet de connexion du port de Mersin à celui de Beyrouth – l'industrie turque du BTP étant convoquée pour la reconstruction, un enjeu qui est de nouveau sur la table face aux destructions perpétrées par l'armée israélienne.

Si la Turquie prétend se ranger « du côté du peuple libanais », elle ne trouve toutefois pas ici un terrain qui entre en cohérence complète avec ses options habituelles. À l'inverse du Hamas, le Hezbollah, en première ligne dans la guerre contre Israël, ne reçoit pas le soutien d'Ankara. En cause, les désaccords avec le mouvement chiite, notamment le rôle majeur qu'a joué le Hezbollah en soutien du régime de Bachar al-Assad en Syrie, ennemi déclaré de la Turquie dans le contexte des recompositions post-printemps arabes. En plus du poids actuel des chiites dans la vie politique libanaise, la Turquie doit composer localement avec d'autres oppositions communautaires, notamment chrétiennes et arméniennes. Si la Turquie est relativement en retrait sur les développements du conflit au Liban – se plaçant plutôt sur le terrain humanitaire –, cela ne signifie pas qu'ils ne sont pas suivis de près, tant ils affectent la perspective sécuritaire régionale d'ensemble. La Turquie craint particulièrement les métastases possibles du conflit en Syrie. Les frappes israéliennes répétées sur le sol syrien contre des milices chiites pro-iraniennes font monter la tension pour la Turquie, présente dans le nord dans le cadre de sa guerre contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Les cessez-le-feu négociés par la Turquie et la Russie dans le nord-syrien sont fragilisés, alors même qu'Ankara a entrepris un rapprochement avec le régime de Bachar al-Assad pour organiser le retour forcé de réfugiés syriens installés en Turquie. Ankara veut par ailleurs éviter à tout prix d'entrer dans la confrontation israélo-iranienne pour conserver la marge de manœuvre diplomatique conquise dans le format de négociation d'Astana organisé par Moscou pour gérer l'avenir de la Syrie.

POLITIQUE INTÉRIEURE La Turquie en dépression

Mi-octobre dernier, le double féminicide perpétré à Istanbul par un jeune homme – qui a égorgé une première femme et décapité une seconde, toutes deux âgées de 19 ans, avant de se jeter du haut des murailles de la ville – a tragiquement rappelé l'importance des violences sexistes en Turquie. Cette affaire met en lumière un problème de santé publique majeur, pointant les lourdes défaillances de la prise en charge de la santé mentale dans le pays. Les deux victimes avaient par le passé porté plainte pour harcèlement contre le meurtrier, tandis que sa mère avait alerté les autorités sur la fragilité mentale et les tendances suicidaires de son fils. Aucune mesure, ni judiciaire, ni médicale, n'avait été prise.

La Turquie arrive en queue de peloton des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour les dépenses publiques en proportion du produit intérieur brut dans le secteur de la santé, avec un taux de 43 % contre 92 % en moyenne en 2022 (« Panorama de la santé 2023 », OCDE). Elle se situe loin derrière la moyenne européenne pour les effectifs de personnels soignants dans le domaine de la santé mentale : 163 pour 100 000 habitants en Turquie contre 435 en Europe. La Turquie compte 12 lits en psychiatrie pour 10 000 habitants, contre 62 en moyenne dans l'OCDE, occupant l'antépénultième place du classement, devant l'Italie et le Mexique (*Sağlık Bakanlığı*, ministère de la Santé, à partir de données de l'OCDE de 2020).

Selon un rapport de l'Organisation mondiale de la santé datant de 2020, 17 % de la population faisait face à des problèmes de santé mentale et 32 millions de Turcs souffraient de dépression. Entre 2011 et 2021, la consommation d'antidépresseurs a augmenté de 42 % dans le pays (*Sağlık istatistikleri Yılı 2022 Yayınlanmıştır*, Rapport des statistiques de santé de 2022). Les événements politiques violents

que traverse le pays depuis dix ans entretiennent une tension sociale permanente dont les effets sont très négatifs sur la santé mentale collective. La rupture du processus de paix avec le PKK en 2015 a relancé le cycle de la violence dans les zones kurdes. En 2016, la députée de l'opposition Aylin Nazlıka a interpellé le gouvernement à propos de la dégradation de l'état de santé des Turcs dans le contexte de l'état d'urgence post-coup d'État, alors que les purges et les arrestations se multipliaient. Les mesures de confinement lors de la pandémie de Covid-19, particulièrement strictes en Turquie, ont également aggravé l'état psychologique général, notamment chez les jeunes et les enfants⁴, privés d'école de mars à juin 2020 (la Turquie est l'un des cinq pays de l'OCDE qui ont maintenu leurs établissements scolaires fermés le plus longtemps). Le tremblement de terre de février 2023 a non seulement traumatisé tous les sinistrés directement touchés dans le Sud-Est, mais aussi augmenté l'anxiété au sein de l'ensemble de la société turque⁵. Autre variable à grande échelle, la Turquie accueille 4 millions de réfugiés syriens ayant fui la guerre et présentant d'importantes séquelles psychologiques et psychiatriques.

-
1. « Turkey Cements Position as Europe's Top Coal-Fired Power System », Reuters, 16 octobre 2024.
 2. E. Dursun, « Fatal Accident Analysis and Hazard Identification in Turkish Coal-Extraction Industry Using Analytic Hierarchy Process in Mining », *Metallurgy & Exploration*, 2023.
 3. S. Ayhan et C. Çelik, « Unveiling the Just Transition: Policy Implications and Descriptive Data Insights for Coal Miners in Türkiye », *IPC-Mercator Analysis*, mai 2024.
 4. « The Impact of the Initial COVID-19 Lockdown on the Mental Health and Lifestyle of Children in Turkey », *Revista de Psicologia Clinica con Niños y Adolescentes*, vol. 10, n° 3, 2023, p. 26-36, disponible sur : www.revistapcna.com.
 5. « Türkiye and Syria One Month On: A Mental Health Ticking Time Bomb », Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, 3 mars 2023, disponible sur : www.ifrc.org.